
Les nouveaux länder 20 ans après la chute du Mur

Frank Thomas Koch

Novembre 2009

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent
que la responsabilité de l'auteur.*

**Les "Notes du Cerfa" font l'objet d'un soutien de la
Fondation Robert Bosch.**

Robert Bosch **Stiftung**

Traduction : Anne-Céline Cornet

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2009

ISBN : 978-2-86592-623-7

IFRI

27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 - France
TEL.: 33 (0)1 40 61 60 00
FAX: 33 (0)1 40 61 60 60
E-Mail: ifri@ifri.org

IFRI-BRUXELLES

Rue Marie-Thérèse, 21
B -1000 Bruxelles - Belgique
TEL.: 32(2) 238 51 10
FAX: 32(2) 238 51 15
E-Mail: info.bruxelles@ifri.org

SITE INTERNET: ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature « policy oriented ». Envoyées gratuitement à plus de 2 000 abonnés sous forme électronique, à l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Jeanne Fagnani, « Les réformes de la politique familiale en Allemagne : l'enjeu démographique », *Note du Cerfa*, n° 67, octobre 2009

Anne-Lise Barrière et Benoît Roussel, « Le traité de Lisbonne, étape ultime de l'intégration européenne ? Le jugement du 30 juin 2009 de la Cour constitutionnelle allemande », *Note du Cerfa*, n° 66, septembre 2009

Kai Behrens et Louis-Marie Clouet, « EADS : une normalisation européenne, entre intérêts nationaux et mondialisation », *Visions franco-allemandes*, n° 14, juillet 2009

Jean-Louis Georget, « L'incertitude du succès. La CDU/CSU et le FDP à la veille des élections nationales allemandes », *Note du Cerfa*, n° 65, juin 2009

Auteur

Frank Thomas Koch a fait des études de sciences culturelles à l'Université Humboldt de Berlin et est diplômé de l'Université de Moscou en ethnographie et méthodes des recherches sociales concrètes et empiriques. Son doctorat obtenu en 1975 portait sur l'histoire de la révolution culturelle en Russie soviétique. Il a obtenu son habilitation en 1987 sur les problèmes des cultures régionales et des cultures du travail en Pologne, Hongrie, RDA et URSS.

Frank Thomas Koch a enseigné et participé à des travaux de recherche de 1976 à 1989-1990 à l'Université Humboldt de Berlin, au ministère de l'Enseignement supérieur (section culture, langues et sciences de l'éducation) de la République démocratique allemande, et à l'Institut pour la recherche culturelle et artistique de l'Académie des sciences sociales de Berlin.

Depuis 1990, il est chercheur à l'Institut d'études en sciences sociales de Berlin-Brandebourg (Brandenburg-Berliner Institut für Sozialwissenschaftliche Studien), au sein duquel il a mené de nombreux projets de recherche empirique sur la transformation de l'Allemagne de l'Est et sur l'unification allemande.

Parmi ses dernières publications figure le rapport final du Programme de recherche financé par le ministère des Transports, du Bâtiment et du Développement des villes (BMVBS) et piloté par l'Association d'innovation pour la recherche sur l'Allemagne de l'Est (Innovationsverbund Ostdeutschlandforschung) : *Wahrnehmung und Bewertung der deutschen Einheit* (« Perceptions et analyse de l'unité allemande », mars 2009, 259 pages).

Sommaire

Résumé	4
Introduction	5
La crise finale en RDA.....	7
Mesures, buts et résultats de la politique en faveur de l'essor de l'Est.....	11
Comment les Allemands en 2009 analysent les événements de 1989.....	18
Conclusion	27

Résumé

Le développement des länder de l'ancienne RDA (l'*Aufbau Ost*) et la situation actuelle des « nouveaux länder », 20 ans après la chute du Mur, constituent une *success story* tant aux yeux du gouvernement fédéral que des banques et des instituts économiques qui en dressent le bilan. Cependant, un développement autonome n'a pas encore pu être obtenu, c'est-à-dire que la production à l'Est ne satisfait toujours pas la demande locale et qu'elle doit donc être soutenue par de vastes versements de transferts financiers.

L'« adhésion sans conditions » (*bedingungslose Eintritt*) a eu des conséquences importantes, en partie irréversibles, sur l'*Aufbau Ost*, puisque ce processus a longtemps été mis en œuvre comme s'il s'agissait d'une reproduction de l'Ouest (*Nachbau West*). La manière dont les Allemands jugent aujourd'hui rétrospectivement les événements de 1989-1990 et les développements intervenus depuis lors font apparaître des différences fondamentales autant dans une perspective Ouest-Est que dans une dimension Est-Est, et portent surtout sur la manière dont la RDA est perçue. Les orientations et attitudes politiques dans les régions de l'Est doivent aussi être prises en compte, ainsi que l'apparition d'une identité spécifique est-allemande, qui entraîne certaines particularités du système des partis.

Introduction

Le développement des länder de l'ancienne RDA (l'*Aufbau Ost*¹) et la situation actuelle des « nouveaux länder », 20 ans après la chute du Mur, constituent une *success story* tant aux yeux du gouvernement fédéral que des banques et des instituts économiques qui en dressent le bilan. Cependant, il faut admettre qu'un développement autonome n'a pas encore pu être obtenu, c'est-à-dire que la production à l'Est ne satisfait toujours pas la demande locale et qu'elle doit donc être soutenue par de vastes versements de transferts financiers. Vingt ans après la chute du Mur, l'Est de l'Allemagne a-t-il encore une chance de devenir une région capable de relever les défis de l'avenir ?

Dans une seconde étape, il conviendra d'examiner si l'Est prend sa place au sein du débat, lui implusant une nouvelle dynamique. La dominante historico-politique de la « République de Berlin² » – d'aucuns parlent de situation critique – sera-t-elle conservée ou laissera-t-elle la place à une prise en compte plus égalitaire des composantes traditionnelles de chacune des deux sociétés ? Il conviendra alors de déterminer, de manière prospective, si l'on peut espérer des progrès significatifs dans l'« unité interne ».

Pour répondre à ces questions, nous analyserons les développements politiques, économiques et sociaux de l'Allemagne de l'Est. L'« adhésion sans conditions » (*bedingungslose Eintritt*) a eu des conséquences importantes, en partie irréversibles, sur l'*Aufbau Ost*, puisque ce processus a longtemps été mis en œuvre comme s'il s'agissait d'une reproduction de l'Ouest (*Nachbau West*). Les succès et les carences de cette politique doivent être évalués à l'aune des mesures, des objectifs et des résultats économiques et sociaux de l'*Aufbau Ost*. La manière dont les Allemands jugent aujourd'hui rétrospectivement les événements de 1989-1990 et les développements intervenus depuis lors doit aussi être examinée. Des

¹ NDT : Littéralement, la « reconstruction de l'Est ». La RDA n'étant pas un pays en ruines comme au sortir d'une guerre, il est préférable de traduire plus précisément *Aufbau Ost* par « politique en faveur de l'essor de l'Est ». Cf. R. Lallement, « L'économie est-allemande : transition inachevée et réorientation de politique économique », *Note du Cerfa*, n° 17, novembre 2004, p. 1.

² Le terme « République de Berlin » (*Berliner Republik*), qui s'inscrit dans la lignée de la « République de Weimar » et de la « République de Bonn », est apparu lors du débat autour de la désignation de Berlin comme capitale de la République fédérale d'Allemagne unifiée.

différences fondamentales apparaissent autant dans une perspective Ouest-Est que dans une dimension Est-Est, et portent surtout sur la manière dont la RDA est perçue. Les orientations et attitudes politiques dans les régions de l'Est doivent aussi être prises en compte, ainsi que l'apparition d'une identité spécifique est-allemande, qui entraîne certaines particularités du système des partis.

La crise finale en RDA

À la fin des années 1980, la RDA était profondément en crise, en tant qu'État, société et système. Les dominants ne pouvaient plus continuer à faire comme par le passé et les dominés ne voulaient plus continuer à vivre comme par le passé. « Nous sommes le peuple ! » (« Wir sind das Volk ! »), scandaient les centaines de milliers de manifestants. Il en résulta une situation révolutionnaire classique, qui conduisit le 9 novembre à l'ouverture des frontières entre la RDA et la RFA, jusqu'alors strictement surveillées et contrôlées. On assista à des scènes de fraternisation dignes d'une fête populaire. Rien que pendant les trois journées suivantes, 2 millions d'Allemands de l'Est visitèrent l'Ouest. La révolution pacifique de la RDA suivit néanmoins son cours. Les chœurs de manifestants changèrent peu après leur mot d'ordre : à la place de la devise « Nous sommes le peuple ! », ils scandèrent « Nous sommes *un* peuple ! » (« Wir sind *ein* Volk ! »). Bien que la réforme de la RDA fût discutée, la plupart des Allemands de l'Est vinrent à considérer l'unité allemande comme la solution à tous leurs problèmes.

Un vote en faveur de la communauté solidaire de la nation

Lors des élections anticipées destinées à renouveler la chambre populaire (*Volkskammer*) de la RDA, le 18 mars 1990, l'Alliance pour l'Allemagne³ (Allianz für Deutschland) recueillit 40 % des voix⁴. L'Alliance pour l'Allemagne, le Parti social-démocrate allemand (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) et les libéraux formèrent une coalition gouvernementale. Le poste de ministre-président fut confié à Lothar de Maizière (Christlich-demokratische Union, CDU). Avec des slogans tels que « Si le mark de la RFA vient, nous restons ; s'il ne vient pas, nous irons à lui ! », l'union

³ L'« Alliance pour l'Allemagne » avait été conclue par la CDU et plusieurs partenaires.

⁴ Le SPD recueillit 21,9 % des voix ; le Parti libéral-démocrate (Freie demokratische Partei, FDP), 5,3 % ; un mouvement d'opposition citoyen de RDA, l'Alliance 90 (Bündnis 90), 4,9 % ; le Parti du socialisme démocratique (Partei des demokratischen Sozialismus, PDS), issu du Parti socialiste unifié allemand (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, SED), 16,4 %.

économique et monétaire avec la République fédérale fut obtenue de force⁵. En 1990, 51 % des citoyens est-allemands s'attendaient à ce qu'au cours de la réunification, c'est-à-dire grâce à la solidarité de l'« ancienne » République fédérale conjuguée à des efforts de développement autonome, la RDA rattrape son retard par rapport à la RFA en cinq ans ; 46 % pensaient qu'il faudrait de cinq à dix ans.

Tableau 1. Indicateurs choisis pour la RDA et la RFA en 1988-1989

	RDA	RFA
Population (en millions)	17	62
Part de la population active dans la population totale (en %)	60	48
Part des femmes dans la population active (en %)	48,6	38,8
Taux de chômage (en %)	0	7,9
PIB en milliards de marks-RDA (M) / deutschmarks (DM)	335,9	2 224,4
PIB par habitant (en M/DM)	20 439	35 488
Inflation (en %)	2-3	1,2
Exportations (en milliards)	50	568
Importations (en milliards)	46	440
Consommation énergétique par habitant (en tonnes équivalent charbon)	7,7	6,3
Émissions annuelles d'oxyde d'azote par habitant (en kg)	59	48,6
Nombre de voitures pour 100 foyers	48	83
Nombre de téléphones pour 100 foyers	7	93

Sources : U. Busch, *Am Tropf. Die ostdeutsche Transfergesellschaft*, Berlin, Trafo, 2002, p. 73 ; R. Hettlage et K. Lenz (dir.), *Deutschland nach der Wende. Eine Bilanz*, Munich, C.H. Beck, 1995, p. 222 sq.

L'Allemagne unifiée s'est en effet révélée être une communauté solidaire. D'après l'analyse de l'homme politique (SPD) Klaus von Dohnanyi, environ 1 200 milliards d'euros ont été injectés à l'Est entre 1989 et 2008. « Cependant, entre 1989 et 2008, le taux d'endettement de l'Allemagne n'a pas crû davantage que celui de la France »⁶. Même si on peut légitimement objecter que les dépenses normales de l'État ont été, dans le cas de l'Est, intégrées aux coûts

⁵ Elle fut adoptée le 1^{er} juillet 1990.

⁶ « Lohnende Investition. Das Forschungsinstitut IWH zieht 20 Jahre nach dem Mauerfall eine positive Bilanz für die ostdeutsche Wirtschaft », *Berliner Zeitung*, 8 septembre 2009, p. 10.

de la réunification, il s'agit néanmoins d'une preuve impressionnante de l'existence et du fonctionnement d'une grande communauté solidaire active.

Une adhésion sans conditions

En peu de temps, la révolution en RDA conduisit l'unité allemande vers une forme très spécifique. Le 3 octobre 1990, les länder de Saxe, Thuringe, Saxe-Anhalt, Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale et Berlin-Est, qui avaient été rétablis sur le territoire de la RDA mais n'étaient pas encore fonctionnels, adhèrent au domaine d'application de la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) en vertu de son article 23. Peu nombreux étaient ceux qui étaient conscients de la problématique inhérente à cette forme d'unification : celui qui adhérerait n'avait guère voix au chapitre quant à l'organisation de la maison commune. La Table ronde (*der Runde Tisch*⁷) et son projet de Constitution, le reste du mouvement citoyen de la RDA et l'opposition (le Parti socialiste unifié allemand SED en RDA et le Parti du socialisme démocratique PDS en RFA) échouèrent lorsqu'ils essayèrent de mener à bien l'unification dans le respect de l'égalité des droits, selon l'article 146 : « Passer par l'article 23 de la Loi fondamentale, par l'adhésion inconditionnelle, se révéla être le premier maillon d'une chaîne de péchés inexpiables⁸. » Le ministre de l'Intérieur Schäuble, négociateur en chef pour le traité d'unification de 1990, exprime lors d'un entretien donné en 2009 un tout autre jugement : « Il n'y avait pas d'alternative⁹. »

L'establishment ouest-allemand pouvait et devait comprendre l'adhésion inconditionnelle de l'Est à la République fédérale comme le mandat de mener à bien la « politique en faveur de l'essor de l'Est » (*Aufbau Ost*), comme s'il s'agissait d'une « reproduction de l'Ouest » ; et c'est d'ailleurs ainsi que cet *Aufbau Ost* fut longtemps mis en pratique. Cette image d'elle-même de l'élite de la République fédérale, largement répandue depuis 1990, se reflète aujourd'hui encore dans l'analyse de l'historien Hans-Ulrich Wehler ; selon lui, « la brève existence de la RDA a [...], à tout point, de vue conduit à une impasse [...]. Toutes les erreurs d'aiguillage prises en Allemagne de l'Est doivent être corrigées au regard du modèle ouest-allemand, à

⁷ NDLR : *Der Runde Tisch* fut une sorte de gouvernement parallèle réunissant les composantes de la société civile est-allemande (représentants des partis et des Églises, des intellectuels), qui s'efforça de peser sur les négociations officielles de la réunification, du 7 décembre 1989 au 12 août 1990.

⁸ D. Dahne, *Wehe der Sieger. Ohne Osten kein Westen*, Reinbeck, Rowohlt, 2009, p. 69.

⁹ Cf. *Neues Deutschland*, 18 mai 2009, p. 3, discussion avec le ministre fédéral de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble.

travers un processus laborieux. C'est le fardeau de la République fédérale après 1990¹⁰. »

Mais les Allemands de l'Est ne souhaitent pas que leurs nouveaux dirigeants comprennent ainsi le mandat qu'ils leur avaient majoritairement confié.

¹⁰ H.-U. Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, tome 5 : *Bundesrepublik und DDR 1949-1990*, Munich, C.H. Beck, 2008, p. XV.

Mesures, buts et résultats de la politique en faveur de l'essor de l'Est

Dès le début de l'*Aufbau Ost*, différents acteurs et intérêts sont entrés en jeu – à l'Ouest comme à l'Est. Un acteur décisif a été les gouvernements fédéraux successifs. Toutes les politiques du gouvernement fédéral à partir de 1990 considèrent l'unité comme un bien de valeur et le développement des nouveaux länder comme une tâche de l'ensemble de la société. À cet égard, le dépassement des différences liées à l'ancienne division, la réduction des déficits structurels en Allemagne de l'Est, la convergence des conditions de vie à l'Est et à l'Ouest, la mise en place d'un essor économique autonome et le renforcement du sentiment d'appartenance commune étaient des constantes dans les lignes directrices des gouvernements fédéraux pour l'organisation de l'unité allemande et l'*Aufbau Ost*.

Au début des années 2000, la politique en faveur de l'essor de l'Est a été mise en œuvre comme une « reproduction de l'Ouest » (*Nachbau West*) ; à partir de 2003-2004, cette politique a été redéployée, sous la forme d'un changement de stratégie. Au même moment, la poursuite du financement du développement de l'Est était assurée par le biais du Pacte de solidarité II (*Solidarpakt II*), valable jusqu'en 2019. D'ici à l'objectif initial de 2020, les nouveaux länder devaient être autonomes économiquement et avoir réussi à rattraper la puissance économique des anciens länder.

Les choix irréversibles du début des années 1990

La mutation structurelle devait à tout prix être circonscrite à l'Est et l'immigration venue de l'Est devait être limitée. Au début une révision sans précédent dans l'Histoire du système de propriété dans l'ex-RDA¹¹ fut réalisée. La privatisation des biens du peuple – ou de l'État – a largement exclu la population des territoires concernés. Sur le

¹¹ Restitution aux anciens propriétaires « légitimes ».

chemin qui devait les mener de la dictature à la démocratie et de l'économie planifiée à l'économie de marché, les nouveaux länder reçurent un « paquet de départ » qui comprenait d'une part des prestations de transfert et leur intégration dans des structures économiques et sociales avantageuses et éprouvées, mais aussi dans des structures qui s'étaient déjà révélées hautement problématiques dans l'ancienne RFA.

« De prime abord, la stratégie consistait à transformer les nouveaux länder en une région high-tech [...]. Dans les faits, cette stratégie ne dissimulait cependant que [...] la tentative d'empêcher la création d'une concurrence sur les salaires et les prix, qui aurait pu mettre en danger les entreprises ouest-allemandes. À cette fin, on déploya tous les efforts possibles pour relever le niveau des salaires à l'Est, ce qui conduisit, en raison de la faiblesse initiale de la productivité, à... un chômage massif [...]. Finalement, cette stratégie échoua. Elle conduisit à l'effondrement de larges pans de l'économie de l'Est [...]»¹². » La stratégie ébauchée échoua parce qu'elle ne correspondait pas à la réalité des nouveaux länder et dut finalement être corrigée ; au bout du compte, elle eut cependant des conséquences irréversibles.

La production industrielle et le taux d'emploi dans ce secteur subirent un déclin historiquement inédit. Le nombre de chômeurs grimpa très rapidement de 0 à plus de 1 million. En règle générale, le taux de chômage dans les nouveaux länder est, depuis 20 ans, deux fois plus élevé que celui des anciens länder. Parce que des millions d'emplois ont disparu et continuent à manquer, l'émigration hors de l'Est de l'Allemagne se poursuit. L'émigration et le changement démographique affectent lourdement les perspectives d'avenir dans les nouveaux länder (graphique 1). Le taux de natalité y a connu une chute sans précédent.

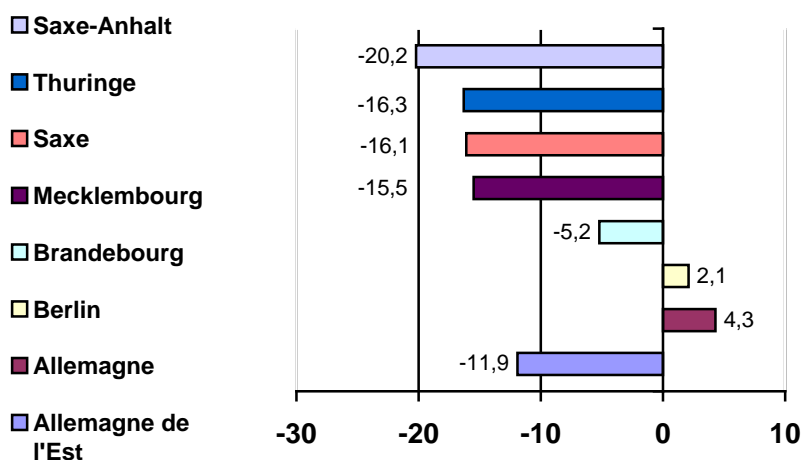
L'*Aufbau Ost*, pratiqué comme s'il s'agissait de la reproduction de l'Ouest, a conduit à l'apparition d'une identité est-allemande spécifique, qui n'existait auparavant pas en tant que telle.

Les entreprises nouvellement construites, ultramodernes et hautement productives, sont souvent des purs sites de production, sans capacités de recherche et développement propres.

De plus, la demande en biens et services à l'Est est supérieure à la production locale. Aujourd'hui encore, ce déficit est compensé par différentes formes de transfert.

¹² F. Thiessen (dir.), *Die Wessis. Westdeutsche Führungskräfte beim Aufbau Ost*, Cologne/Weimar/Vienne, Böhlau Verlag, 2009, p. 19 sq.

Graphique 1. Évolution de la population dans les nouveaux länder entre 1988 et 2008 (en %)



Source : www.spiegel.de/fotostrecke, 21 juin 2009.

La manière dont s'opéra le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché, et de la dictature à la démocratie, eut certes une série d'effets positifs pour les nouveaux länder et leurs habitants : ils profitèrent d'une amélioration significative en termes de liberté, d'État de droit et de démocratie. Grâce à la modernisation radicale de toutes les infrastructures, ces dernières sont actuellement les plus modernes d'Europe. La désindustrialisation eut un effet positif net sur les paramètres environnementaux ; la modernisation et la politique d'assainissement activement menées permirent une vaste réhabilitation des centres-villes et des logements. Ces éléments conduisirent à une amélioration des conditions de vie et à une augmentation de l'espérance de vie de nombreux citoyens de la RDA.

Vingt ans plus tard – le bilan économique de l'Allemagne de l'Est

Structurellement, les indicateurs économiques d'Allemagne de l'Est et d'Allemagne de l'Ouest ont continué à converger entre 2000 et 2008. Dans le tableau 2, les valeurs relatives à l'Est sont exprimées en pourcentage des valeurs de l'Ouest.

Tableau 2. Degré de convergence économique structurelle de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest en 2008 (en %)

Indicateur/valeur pour les nouveaux länder	2000	2008
PIB par habitant	67	71
Productivité	75	79
Exportations	56	72 (2007)
Taux de travailleurs indépendants	84	100
Stock de capital par actif	78	84 (2006)

Source : Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung, *Jahresbericht der Bundesregierung zum Stand der deutschen Einheit*, Berlin, 10 juin 2009, p. 5 ; www.bmvbs.de/Jahresberichte.

En 2007, la part de la population active dans la population totale s'élevait dans les nouveaux länder à 66,4 %, contre 70,1 % dans les anciens länder. En juin 2009, le taux de chômage à l'Ouest était de 6,9 %, contre 12,9 % à l'Est.

Le délégué du gouvernement fédéral pour les nouveaux länder estime cependant aujourd'hui que l'économie est-allemande est légèrement moins sensible à la crise. Ceci s'expliquerait principalement par quatre facteurs : une faible dépendance par rapport à l'export ; une plus grande proportion de PME, susceptibles de réagir avec plus de souplesse que les grandes structures ; les nombreux programmes de soutien mis en œuvre dans le cadre du Pacte de solidarité II et la plus grande part de transferts dans la demande globale en Allemagne de l'Est¹³.

Dans le dernier rapport annuel du gouvernement fédéral, l'objectif cible a été corrigé : dorénavant, les nouveaux länder doivent atteindre, à l'expiration du Pacte de solidarité II en 2019, le niveau des länder de l'Ouest les plus pauvres et faibles structurellement¹⁴.

Presque en même temps que le rapport annuel du gouvernement fédéral est parue l'étude de la Hypo-Vereinsbank intitulée « Vingt ans après – un bilan économique de l'Allemagne de l'Est ». L'étude qualifie les infrastructures d'exemplaires ; les entreprises présentes seraient aptes à affronter la concurrence sur le marché mondial et le coût unitaire des salaires dans l'industrie serait inférieur à celui de l'Ouest. D'après l'étude, les länder de l'Est disposeraient d'une base industrielle relativement stable, ainsi que de capacités de recherche financées sur fonds publics bien développées. En revanche, l'étude juge négativement le fait que les

¹³ Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung, *Jahresbericht der Bundesregierung zum Stand der deutschen Einheit*, Berlin, 10 juin 2009, p. 13.

¹⁴ Sont visés les länder du Schleswig-Holstein et de la Rhénanie-Palatinat.

entreprises n'y sont souvent que des « établis prolongés » (*verlängerte Werkbänke*) de firmes ouest-allemandes ou internationales. L'étude se montre aussi critique par rapport au taux de chômage, significativement plus élevé, et la persistance de l'émigration¹⁵. Finalement, deux scénarios sont examinés : si l'économie est-allemande continue à se développer comme au cours des cinq dernières années, les performances économiques par personne n'atteindraient en 2025 que 75 % de celle de l'Ouest. Même si l'économie est-allemande croissait jusqu'en 2025 de trois points supplémentaires, les performances moyennes par habitant ne représenteraient alors que 95 % de celle de l'Ouest¹⁶.

« Nous n'avons pas encore réalisé l'unité sociale¹⁷ »

Au cours de la transformation de l'Allemagne de l'Est et de l'unification, la société est-allemande s'est divisée selon une nouvelle ligne de fracture entre « gagnants sociaux » et « perdants sociaux ». Le plus grand groupe se compose néanmoins de ceux qui enregistrent à la fois des gains et des pertes. En tout état de cause, un phénomène saute aux yeux : l'Est est devenu plus vulnérable socialement. Non seulement l'Est subit-il depuis 20 ans un taux de chômage deux fois plus important que l'Ouest, mais de surcroît la part des chômeurs de longue durée, qui tombent sous le coup des lois Hartz répressives¹⁸, y est nettement plus élevée. Dans beaucoup de branches, les salaires versés pour un travail comparable sont plus faibles qu'à l'Ouest. Ainsi n'est-il guère surprenant que la différence de pouvoir d'achat entre les anciens et les nouveaux länder soit importante et que l'Atlas régional de la pauvreté de l'Association paritaire de bienfaisance (Regionaler Armutsatlas des Paritätischen Wohlfahrtsverbandes) révèle que les taux de pauvreté les plus élevés se trouvent dans les nouveaux länder¹⁹.

¹⁵ Au cours des prochaines décennies, l'Allemagne de l'Est, à l'exception de quelques bassins, verra sa population nettement diminuer.

¹⁶ Cf. « 20 Jahre danach – eine ökonomische Bilanz Ostdeutschlands », press.hypovereinsbank.de/cms/german/press/showdetail.html?id=8995, 22 juin 2009.

¹⁷ Le ministre fédéral Tienfensee dans la *Berliner Zeitung*, 9 janvier 2009, p. 16.

¹⁸ NDLR : La loi « Hartz IV » a entériné la fusion des aides aux chômeurs et des aides sociales pour créer une allocation chômage *Arbeitslosengeld II*, a durci des conditions d'attribution et réduit de 32 à 18 mois l'indemnisation des chômeurs de plus de 57 ans. Cf. O. Giraud et A. Lechevalier, « Les réformes Hartz des politiques de l'emploi : instrument ou reflet de la normalisation du marché du travail ? », *Note du Cerfa*, n° 54, avril 2008.

¹⁹ Le seuil de pauvreté est défini par un revenu inférieur à 60 % du revenu médian. Un célibataire par exemple serait considéré comme pauvre s'il disposait de moins de 754 euros.

Tableau 3. Taux de pauvreté dans les nouveaux länder en proportion de la population (2009, en %)

Land	Part de la population considérée comme pauvre
Mecklembourg-Poméranie occidentale	23,4
Brandebourg	17,5
Berlin	17,5
Saxe-Anhalt	21,5
Saxe	19,6
Thuringe	18,9

Source : Atlas régional de la pauvreté de l'Association paritaire de bienfaisance (*Regionaler Armutsatlas des Paritätischen Wohlfahrtsverbandes*), 2009.

Le seul land ouest-allemand dans lequel le taux de pauvreté est comparable à ceux des länder est-allemands est Brême ; le taux de pauvreté y est de 19,1 %.

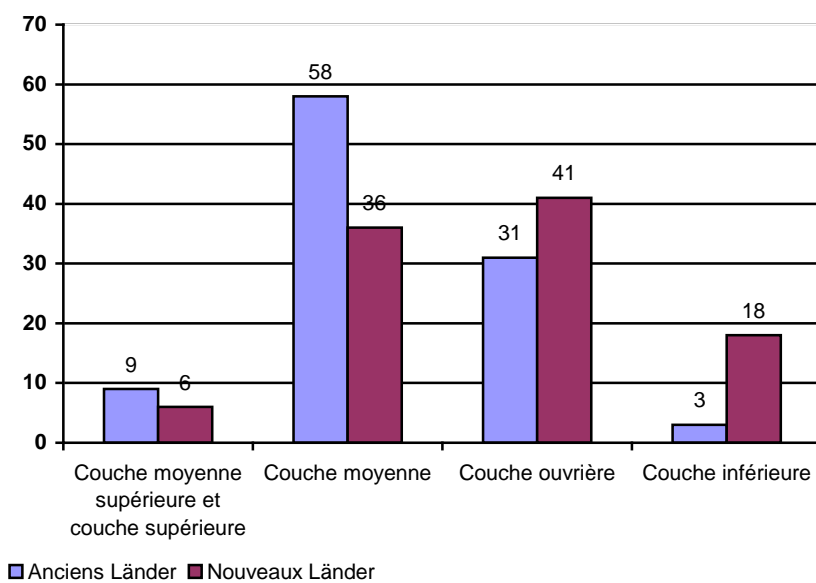
De plus, il est intéressant de noter à quelles catégories sociales les personnes affirment appartenir dans les nouveaux et dans les anciens länder. Les sociologues parlent de définition subjective d'appartenance.

Afin de se rapprocher de l'unité sociale, deux tâches principales figurent à l'agenda politique : l'harmonisation du droit des retraites toujours scindée entre Est et Ouest, et l'introduction d'un salaire minimal unitaire sur l'ensemble du territoire de la République fédérale d'au moins 7,50 euros.

D'après les estimations de l'Institut allemand de Recherche économique (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, DIW), le processus de convergence durera encore au moins 40 à 80 ans²⁰.

²⁰ Cf. *Berliner Zeitung*, 29 août 2009, p. 10.

Graphique 2. Estimation de l'appartenance à une catégorie sociale (en % des personnes interrogées)



Source : SFZ, *Sozialreport 2008*, cité dans la *Berliner Zeitung*, 21 janvier 2009, p. 6.

Comment les Allemands en 2009 analysent les événements de 1989

Orientations et attitudes politiques

Est-on toujours à une heure politique différente à l'Est, en l'an 20 de la République unifiée ? La majorité des observateurs partagent la même évaluation de l'orientation politique et des valeurs des citoyens des nouveaux länder : la plupart seraient devenus et restés des « socialistes inconscients²¹ ». Est clairement identifiée une affinité avec les « idées directrices de gauche²² », un « système de valeurs social-démocrate, même si ce n'est pas dans un sens partisan²³ ». Mais cela ne dit rien du comportement électoral.

L'institut de sondage Emnid a réalisé en juin 2009 une enquête commandée par le gouvernement fédéral portant sur l'analyse que les Allemands faisaient rétrospectivement des événements de l'automne 1989. Les réponses aux trois premières questions ne diffèrent guère entre l'Est et l'Ouest.

²¹ Cf. P. Bender, *Unsere Erbschaft. Was war die DDR – was bleibt von ihr*, Hambourg/Zurich, Luchterhand, 1992, p. 28.

²² Cf. E. Noelle-Neumann, « Die Einsamkeit des CDU-Wählers im Osten », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 avril 1996.

²³ Cf. R. Reißig, « Der Osten will nicht verachtet werden », *Die Tageszeitung*, 23-24 avril 1998.

Tableau 4. Évaluation rétrospective des protestations et des manifestations en RDA à l'automne 1989 (en %)

Proposition	Ensemble de l'Allemagne	Allemands de l'Est	Allemands de l'Ouest
Un événement important pour l'Histoire allemande dans son ensemble ¹	82	79	82
Un événement important seulement dans l'Histoire est-allemande	12	15	11
Pas un événement historique important	5	4	5
Ne sait pas	2	1	2

1. Certains intellectuels influents ont exprimé une opinion divergeant sensiblement de celle de la population. L'historien Hans-Ulrich Wehler, déjà cité *supra*, conteste que la « révolution pacifique » en RDA puisse être qualifiée de révolution. Cf. « Eine Frage der Gewalt. 9. November 1918, 9. November 1989: Ein Gespräch mit dem Historiker Hans-Ulrich Wehler », *Tagesspiegel*, 8 novembre 2008.

Source : Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung (BMVBS), www.bmvbs.de/jsp/fotoreihe, 28 juin 2009

Tableau 5. Facteurs ayant provoqué la fin de la domination du SED (en %)

Proposition	Ensemble de l'Allemagne	Allemands de l'Est	Allemands de l'Ouest
L'effondrement économique de la RDA	34	37	34
La perestroïka de Gorbatchev et les changements en Pologne et en Hongrie	34	33	34
Les protestations et manifestations en RDA	18	21	17
La politique de l'Ouest	7	5	7
Ne sait pas	7	4	8

Source : BMVBS, 2009, *op. cit.*

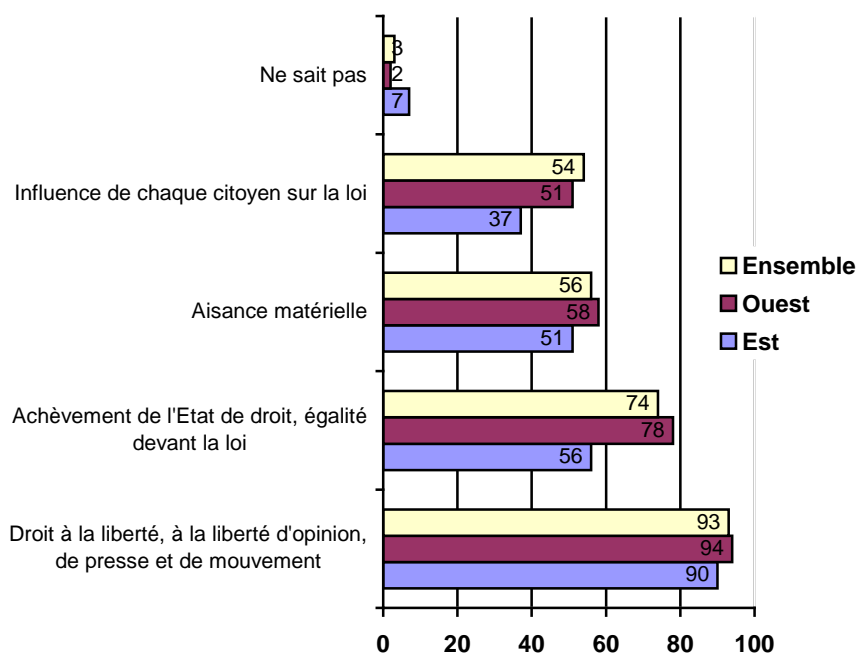
Tableau 6. Les Allemands de l'Est peuvent-ils être fiers de la manière pacifique par laquelle il a été mis un terme à la domination du SED ? (en %)

Proposition	Ensemble de l'Allemagne	Allemands de l'Est	Allemands de l'Ouest
Oui	82	85	81
Non	12	11	12
Ne sait pas	6	3	7

Source : BMVBS, 2009, *op. cit.*

Des différences structurantes, tant au sein des populations est-allemande et ouest-allemande qu'entre Est et Ouest, s'expriment aux questions 4 et 5 (graphiques 3 et 4).

Graphique 3. Quels espoirs des années 1989-1990 sont aujourd'hui devenus réalité ? (valeurs en %)

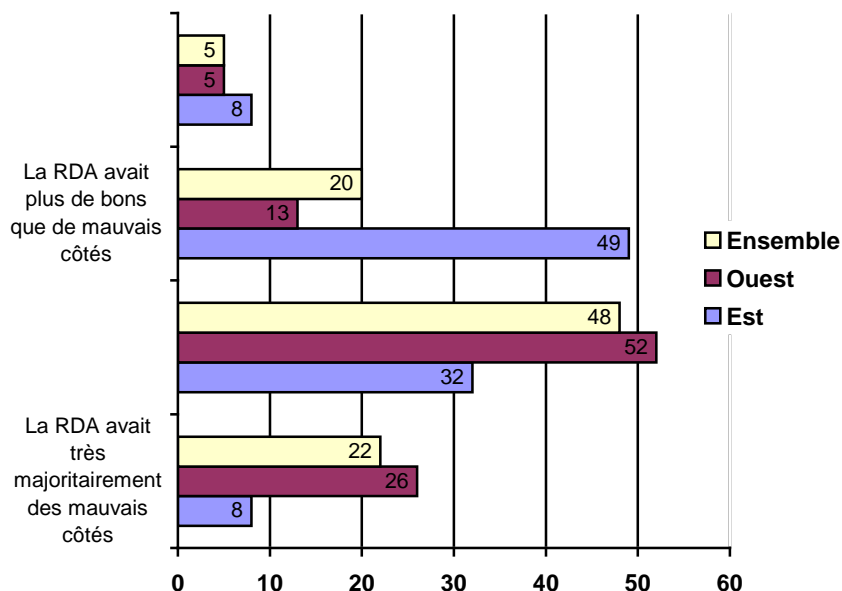


Source : BMVBS, 2009, *op. cit.*

Entre l'Est et l'Ouest, et au sein même des deux populations, seul *un* point – la reconnaissance d'importantes libertés - rencontre un large consensus. Pour la majorité ou une minorité significative de personnes interrogées à l'Est, les espoirs en matière d'« égalité devant la loi », d'« aisance matérielle » et d'« influence de chaque

citoyen sur la loi » ne se sont pas concrétisés, ou seulement sous réserve. Plus inquiétante et surprenante pour la classe politique de la République fédérale est la manière dont les sondés jugent rétrospectivement la vie en RDA (graphique 4).

Graphique 4. Comment jugez-vous rétrospectivement la vie en RDA ? (valeurs en %)



Source : BMVBS, 2009, *op. cit.* (3 % des Allemands de l'Est et 4 % des Allemands de l'Ouest n'ont pas répondu).

Attitudes par rapport à la nation et à l'unité allemande²⁴

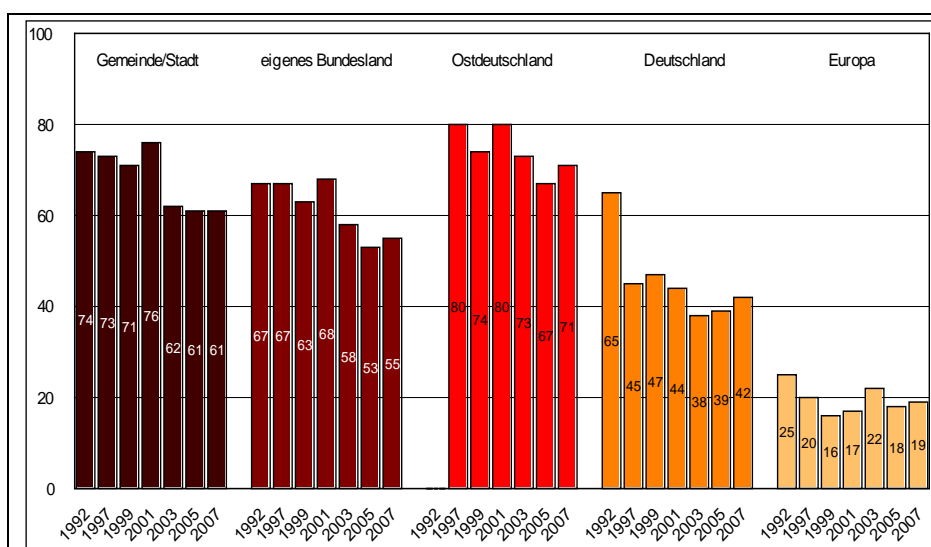
À l'euphorie de l'unité des années 1989-1990 a succédé une certaine désillusion, à l'Est mais aussi à l'Ouest. Les Allemands se sentent étrangers les uns par rapport aux autres à plusieurs titres. Il y a un déficit de reconnaissance mutuelle. Le sentiment d'être désavantagé par rapport aux Allemands de l'Ouest est très répandu dans les nouveaux länder²⁵. 75 % des Allemands de l'Est interrogés ont

²⁴ Les données de cette sous-partie se fondent sur l'étude Bielefeld de l'Institut pour la recherche sur les conflits et la violence (Institut zur Konflikt- und Gewaltforschung), « Deutsche Zustände », citée dans la *Berliner Zeitung*, 5 décembre 2008, p. 8, ainsi que sur le « Rapport social 2008 » du Centre de recherches en sciences sociales de Berlin-Brandebourg (*Sozialwissenschaftliches Forschungszentrum Berlin-Brandenburg*, SFZ), cité dans la *Berliner Zeitung*, 21 janvier 2009, p. 6.

²⁵ En 2008, ce sentiment était exprimé par 73 % des Allemands de l'Est.

l'impression que leurs performances sont insuffisamment appréciées. Deux tiers des Allemands de l'Est affirment que les Allemands de l'Est et ceux de l'Ouest restent fondamentalement différents. Ceci explique pourquoi deux Allemands de l'Est sur trois ont l'impression d'être « citoyens de seconde classe²⁶ ». Seuls 22 % des Allemands de l'Est ont le sentiment d'être pleinement des citoyens de la République fédérale. La très grande majorité des personnes dans les nouveaux länder manifeste un attachement plus grand à l'Allemagne de l'Est qu'à toute autre structure sociale proposée, en particulier par rapport à l'Allemagne ou à leur land.

Graphique 5. Attachement des habitants des nouveaux länder (seules sont représentées les réponses « fort »/« assez fort »)



Source : stz, Sozialreport 2008. Daten und Fakten zur sozialen Lage in den neuen Bundesländern (Rapport social 2008. Données et faits au sujet de la situation sociale dans les nouveaux länder).

Cependant, l'« Allemagne de l'Est » n'est même pas un sujet de droit. Elle était supposée se dissoudre dans les différents nouveaux länder. Qui se souvient des manifestations de masse de 1989-1990 et du slogan « Nous sommes un peuple ! » peut presque avoir l'impression qu'une ancienne certitude a été fortement érodée et révisée. Mais les apparences sont trompeuses : il n'existe ni en Allemagne de l'Ouest, ni en Allemagne de l'Est de forces politiques ou sociales qui, directement ou indirectement, mettent en cause l'unité de l'État et soutiennent des aspirations sécessionnistes.

Dans la société allemande, certaines personnes peuvent envisager une résiliation de l'unité allemande, une dissociation de l'Allemagne de l'Est. Mais de telles aspirations ne trouvent pas

²⁶ À l'Ouest, environ 56 % des personnes interrogées partagent ce jugement.

d'ancrage organisationnel auquel elles pourraient s'arrimer. Assiste-t-on donc sur le sol allemand à un « plébiscite quotidien » ?

Pour différentes raisons, nous n'avons pas d'aspirations sécessionnistes en Allemagne. Une explication décisive est certainement qu'un État est-allemand politiquement indépendant ne serait pas viable économiquement – la sécession de l'Est entraînerait le chaos.

La démocratie

Tant à l'Est (77 % des personnes interrogées) qu'à l'Ouest (87 %), la démocratie est qualifiée de meilleure forme d'organisation politique. Pendant longtemps, l'affirmation complémentaire « comme nous la connaissons ici, en République fédérale » a suscité des appréciations plus divergentes, le taux d'adhésion à cette proposition étant nettement inférieur à l'Est que dans les anciens länder.

Cet écart est facilement explicable si l'on prend en considération les différents modèles normatifs de démocratie, c'est-à-dire la « démocratie libérale », « libertaire », « républicaine » et « sociale ». La République fédérale est un mélange de démocratie libérale et de démocratie libertaire. Or, les Allemands de l'Est privilégient majoritairement le « modèle de la démocratie sociale ». Ce modèle se caractérise, outre les aspects communs à tous les modèles de démocratie, par une conception des droits fondamentaux qui concilie des droits fondamentaux libéraux et des droits fondamentaux sociaux ; la formation d'une opinion politique représentative et une participation citoyenne étendue ; la répartition équitable de toutes les ressources de la société ; la préférence accordée à l'État central par rapport à l'État décentralisé en termes d'organisation du pouvoir de l'État ; par le choix préférentiel d'un marché régulé plutôt que d'un marché libre ; et, enfin, la coexistence de la propriété privée et de la propriété publique²⁷.

Entre-temps, les conceptions de la démocratie et de l'équité à l'Ouest se sont rapprochées de celles de l'Est. D'après un sondage de l'institut Forsa, 67 % des sondés à l'Est et 53 % des sondés à l'Ouest sont insatisfaits du « système politique tel qu'il fonctionne effectivement ». Et l'affirmation « dans notre société, tout se passe dans l'ensemble équitablement » a été contestée par 63 % des sondés à l'Est et 59 % à l'Ouest²⁸.

²⁷ D. Fuchs, « Welche Demokratie wollen die Deutschen? Einstellungen zur Demokratie im vereinten Deutschland », in O. W. Gabriel, *Politische Orientierungen und Verhaltensweisen im vereinten Deutschland*, Opladen, Leske + Budrich, 1997, p. 81-114.

²⁸ T. Miller, « Schlechte Aussichten », *Berliner Zeitung*, 2 janvier 2009, p. 2.

Ce rapprochement s'explique sans doute par le fait que la République fédérale a été changée, depuis 1990, « par le haut », par les élites politiques et économiques. Le membre fondateur de l'Initiative Nouvelle économie de marché (*Initiative Neue soziale Marktwirtschaft*²⁹) Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank, a ainsi résumé l'action concertée des puissants : « Nous devons, après que le socialisme a été dépassé en RDA, dépasser le socialisme ouest-allemand [...] ». La privatisation et la dérégulation ont ôté de l'espace du débat démocratique de larges pans de la société. Une majorité à l'Est et à l'Ouest perçoit une « lacune dans l'équité ».

Les partis et les comportements électoraux à l'Est

Avec la révolution pacifique et l'unification allemande, la concurrence entre les partis pluralistes est devenue caractéristique aussi de la vie politique à l'Est. Les partis existants et nouvellement fondés en RDA ont fusionné avec leurs homologues respectifs à l'Ouest et changé de profil. Le parti issu de la SED, le Parti du socialisme démocratique (Partei des demokratischen Sozialismus, PDS), a lui aussi fortement modifié son caractère. Mais pendant de nombreuses années, il n'a pas trouvé de partenaire à l'Ouest. Enfin, des partis de l'extrême droite ont étendu leur champ d'action à l'Est³⁰.

L'Allemagne de l'Est anticipe souvent en pratique, de manière spécifique, des tendances politiques qui se généralisent à l'Allemagne tout entière comme diffractées par un prisme : la dissolution du lien autrefois étroit entre des milieux sociaux et des partis particuliers, le déclin de la capacité de rassemblement des deux grands partis populaires et la participation électorale décroissante des citoyens. Dans un premier temps, les gouvernements dans les nouveaux länder furent partout formés par la CDU, seule ou au sein de coalitions excluant le PDS. À l'Est, le PDS est devenu le deuxième plus grand parti. Sa position relativement forte dans tous les nouveaux länder constitue l'une des particularités du paysage politique est-allemand.

Dans un contexte général de relâchement des liens entre les citoyens et les partis politiques, une deuxième particularité réside dans le fait que les Allemands à l'Est sont encore plus enclins à

²⁹ NDLR : Sur impulsion des fédérations patronales de l'industrie des métaux et de l'industrie électrique, l'INSM est fondée en 2000 dans le but de promouvoir une réforme de l'économie de marché, afin de renouveler l'héritage de Ludwig Erhard.

³⁰ Le Parti national-démocrate allemand (Nationaldemokratische Partei Deutschlands, NDP), de l'Union populaire allemande (Deutsche Volksunion, DVU) et des « Républicains » (die Republikaner).

redéfinir leur vote à chaque nouvelle élection. En Allemagne de l'Est, une forte tendance à la formation d'un système tripartite s'est dégagée dans les années 1990. Dans la plupart des parlements des länder (Landtage), sous l'effet de la clause dite « des 5 %³¹ », seuls la CDU, le SPD et le PDS étaient encore représentés. En 1994, pour la première fois, le PDS contribua indirectement au gouvernement d'un land, en Saxe-Anhalt³². De 1998 à 2006, autre fait alors inédit, le PDS co-gouverna le land de Mecklembourg-Poméranie occidentale en tant que partenaire minoritaire d'une coalition avec le SPD. Depuis 2002, le land de Berlin est dirigé par une coalition SPD-PDS.

La politique du gouvernement « rouge-vert » du chancelier Schröder conduisit à l'Ouest à la formation d'un nouveau parti, l'Alternative électorale Travail et Justice sociale (Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit, WASG). En 2007, la WASG fusionna avec le PDS pour former La Gauche (Die Linke³³). Ce que le PDS n'avait pas réussi à l'Ouest se révéla possible pour le nouveau parti : Die Linke entra immédiatement dans six Landtage ouest-allemands et progressa lors de tous les scrutins à l'Ouest. Au Bundestag s'esquisse désormais la formation d'un système à cinq partis. Après 2000, le système tripartite disparut dans les Landtage est-allemands. Le FDP et les Verts firent leur retour dans les parlements des länder et dans certains nouveaux länder, des partis d'extrême droite parvinrent à franchir le seuil des 5 %.

Lors des élections au Bundestag de 2009, tous les partis établis enregistrèrent à l'Est des scores plus faibles qu'à l'Ouest, exception faite de Die Linke, pour lesquels les résultats sont inversés³⁴.

Joachim Raschke, chercheur spécialisé dans l'étude des partis, estime que l'Est enrichit le système politique en Allemagne : l'Est lui apporte une « chancellerie intéressante » : « le plus grand avantage de la chancellerie³⁵ pour son poste, c'est son côté non-idéologique³⁶. ». Joachim Raschke juge que l'Allemagne de l'Est est devenu « le catalyseur d'un parti de gauche à l'échelle de l'ensemble de l'Allemagne » : « En ce qui concerne le PDS, c'est un héritage idéologique qui l'a qualifié pour poser un regard sur une frange exclue, rejetée de la société. [...] Dans une société divisée, vous avez besoin d'une représentation politique de la couche inférieure. Le

³¹ NDLR : Un parti doit remporter au moins 5 % des suffrages pour pouvoir siéger au Parlement.

³² En tolérant la mise en place d'une coalition entre le SPD et les Verts (Die Grünen), le PDS permit de fait la constitution du gouvernement.

³³ On pourra se reporter au texte très critique, mais néanmoins informatif, de E. Jesse, « "Die Linke" im Parteiensystem Deutschlands », *Deutschland Archiv* H. 4/2009, p. 593-600.

³⁴ À l'Est 28,5 % et à l'Ouest 8,3 %.

³⁵ Angela Merkel est originaire d'Allemagne de l'Est.

³⁶ Joachim Raschke pense qu'Angela Merkel ouvre la CDU sur le centre.

Parti de Gauche a développé cette offre. Outre sa position sur l'Afghanistan, c'est pour cela qu'il est élu³⁷ ».

L'extrême droite – un problème est-allemand ?

À l'Ouest, l'opinion dominante veut que les idées d'extrême droite se rencontrent principalement à l'Est et soient de plus un héritage de la RDA. Cette certitude est démentie empiriquement³⁸. En effet, les idées d'extrême droite sont représentées dans tous les groupes sociaux de la République fédérale, où elles ont dérivé des marges vers le milieu de la société, et ne sont pas plus présentes à l'Est qu'à l'Ouest³⁹.

Au niveau des länder, la xénophobie est la plus développée en Saxe-Anhalt (39,3 %) et en Bavière (39,1 %). Les préjugés antisémites sont en premier lieu répandus en Bavière (16,6 %), en Bade-Wurtemberg (13,3 %), ainsi qu'en Thuringe (12,9 %). La plus grande proportion de personnes défendant des solutions dictatoriales se trouve en Mecklembourg-Poméranie occidentale (16 %).

Cependant – et cela doit être souligné – le nombre de délits d'extrême droite commis par habitant est plus élevé à l'Est qu'à l'Ouest. La lutte contre les idées et les actions d'extrême droite est néanmoins une exigence qui prévaut dans l'ensemble de l'Allemagne.

³⁷ « Man wählt immer das kleinere Übel. Ein Gespräch mit dem Parteienforscher Joachim Raschke », *Berliner Zeitung*, 26-27 septembre 2009, supplément magazine, p. 4 sq.

³⁸ T. Ahbe, « Die Konstruktion der Ostdeutschen », *Aus Politik und Zeitgeschichte Beilage*, 41-42/2004, p. 12-22, en particulier p. 14 sq.

³⁹ O. Decker et E. Brähler, « Bewegung in der Mitte. Rechtsextreme Einstellungen in Deutschland mit einem Vergleich von 2002 bis 2008 und der Bundesländer », 18 décembre 2008, *Fes.de*.

Conclusion

Au cours des années 2008 et 2009, la CDU, le SPD et Die Linke ont proposé des modèles pour le développement de l'Allemagne de l'Est. Ces modèles fixent des jalons jusqu'en 2020, mais dépassent aussi en partie cet horizon temporel.

Ces modèles ont un point commun fondamental : ils considèrent à la fois nécessaire et possible que l'Allemagne de l'Est atteigne un développement autonome. Dans son texte, la CDU met l'accent sur la compétitivité internationale ; le SPD se concentre sur une Allemagne moderne et sociale, et sur l'achèvement de l'unité sociale. Die Linke estime que les chances et les perspectives de l'Allemagne de l'Est résident dans une rupture, qui ne toucherait pas seulement l'Est et la République fédérale mais qui doit être comprise comme un processus mondial. Cette rupture se réaliserait au profit d'un nouveau mode d'organisation économique et sociale, qui remplacerait le modèle de développement « fordiste » en crise depuis les années 1970. La recherche d'un modèle pérenne de développement est présentée comme un processus de sélection et de création, centré autour deux pôles : l'efficacité en termes d'énergie – et de ressources –, et une nouvelle forme de participation sociale.

Les prochaines années verront sans doute une correction de l'*Aufbau Ost* et une relance des discussions sur ce concept. Cependant, une reprise du débat constitutionnel est peu probable : au vu des rapports de force en Allemagne, il n'en sortirait qu'une révision très limitée des normes constitutionnelles de la Loi fondamentale (*Grundgesetz*). À moyen terme, un nouveau débat constitutionnel est néanmoins vraisemblable, dans lequel il devrait être question de la recevabilité de plébiscites au niveau fédéral, de la responsabilité en matière d'enseignement et de l'ancrage durable des valeurs de la démocratie sociale.

Force est de constater que les traits traditionnels de l'ancienne République fédérale dominent la politique de la République de Berlin et la manière dont celle-ci comprend son histoire. Dans la chronique ouest-allemande s'exprime un malaise par rapport à l'actuelle organisation politique interne de la République fédérale. Tous les maux et évolutions négatives sont imputés à

l'adhésion de l'Est⁴⁰. Il faut s'attendre au cours des prochaines années à une revalorisation progressive de l'Est et des Allemands de l'Est, ainsi que, tendanciellement, à une nouvelle appréciation rétrospective de la RDA.

Les Allemands de l'Est n'accepteront pas durablement la dominance de l'héritage ouest-allemand par rapport à des références spécifiques est-allemandes. Le changement de tendance pronostiqué sera aussi largement facilité par le fait qu'à l'avenir, la notion « d'est-allemand » sera de moins en moins liée à une empreinte de la RDA, et encore moins à un attachement à l'ancienne République démocratique⁴¹.

Si l'unité allemande n'est pas remise en cause, elle bénéficie moins d'un ancrage profond que d'une admission générale. À l'Est, cela s'exprime nettement par l'apparition et la formulation d'une « identité est-allemande spécifique ». Un renforcement de « l'unité interne » serait lié avant tout à un projet de société qui engloberait et transformerait tant l'Ouest que l'Est. Des mots clés tels que « changement climatique », « Green New Deal », « tournant énergétique » ou « transformation socioécologique de la société » renvoient à la nécessité et aux contours d'un tel projet de transformation de la République fédérale, de l'Oder jusqu'au Rhin.

⁴⁰ À ce titre, l'article de M. Biller, « Die Ossifizierung des Westens. Deutsche Deprimierende Republik » [L'estification de l'Ouest, La République Déprimante Allemande], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 mars 2009, sur *Faz.net* (11 mai 2009), peut être considéré comme exemplaire.

⁴¹ W. Thierse, *Zukunft Ost. Perspektiven für Ostdeutschland in der Mitte Europas*, Berlin, Rowohlt, 2001, p. 55.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. L'Ifri, du côté français, et la DGAP, du côté allemand, en exercent la tutelle administrative. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Quai d'Orsay et l'Auswärtige Amt et son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Louis-Marie Clouet y est chercheur. Nele Wissmann travaille au Cerfa comme assistante de recherche et est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ».